

Archives

Les plats de l'histoire

lundi 10 décembre 2007

Quel que soit l'apport personnel de Nicolas Sarkozy, ce sont les institutions de la Présidence qui ont repris le dessus dans notre politique extérieure. L'on a vu ainsi le chef de l'Etat, au nom de l'intérêt national de la Chine, réaffirmer que Taïwan et le Tibet font partie de son territoire. Puis féliciter Vladimir Poutine pour sa victoire, à l'opposé des critiques venues de Berlin et de Washington sur le caractère peu « démocratique » de son élection. Enfin, en Algérie, admettre le caractère « profondément injuste du système colonial » et à Paris, inviter non seulement Hugo Chavez mais aussi le colonel Kadhafi.

Il faut se féliciter de cette évolution, qui s'accompagne de la nécessaire promotion du nucléaire civil. *Libération*, en s'en prenant le 6 décembre aux « mauvaises fréquentations du Président français » et en reconnaissant qu'il « a renié ses engagements de campagne au profit d'une diplomatie réaliste », rend l'hommage du vice à la vertu.

Cependant, cette politique, pour aussi éloignée qu'elle soit des rodomontades pro-bushistes de naguère, n'aura aucun avenir sans que le combat soit engagé pour un nouvel ordre économique et monétaire international. Il lui faut une allonge, portée par un dessein.

Heureusement, une autre bonne nouvelle – meilleure encore – nous vient de l'opposition. Alors que François Hollande dirige à tâtons son armée fantôme, voici que Michel Rocard prend parti pour un Bretton Woods II et souligne que, « bien au-delà du changement climatique et du terrorisme, ce problème est aujourd'hui déterminant pour l'avenir du monde dans la prochaine décennie ». Son ami politique Pierre Larroustou, dans *Libération* du 1-2 décembre, montre chiffres en main que « l'hyperlibéralisme conduit dans le mur ». Surtout, il inclut l'exigence d'un nouveau Bretton Woods dans sa pétition pour une reconstruction intellectuelle et politique du Parti socialiste.

La combinaison de ces deux choses constitue une chance à ne pas laisser passer. Bien entendu, leur accomplissement suppose un changement total de notre politique intérieure : le mépris pour les plus démunis affiché dans les choix politiques de Nicolas Sarkozy doit cesser. L'on ne peut continuer à prétendre que l'on fait du social alors que l'essentiel du plan exposé par le Président consiste à rendre aux salariés ce qui leur appartient déjà : les RTT et l'épargne salariale. L'on ne peut laisser François Fillon dire que « la réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire ». L'on ne peut « réformer » sans concertation et en déstructurant, comme c'est le cas pour la carte judiciaire. L'on ne peut laisser récrire en quelques heures à l'Assemblée notre Code du travail, dont chaque alinéa est une conquête des mouvements ouvriers de notre pays.

Nous avons besoin, avant tout, de cohérence, de justice et de courage. Nous avons besoin d'hommes et de femmes dont nous pourrions dire : « Ils nous ont rendus meilleurs ». Notre combat, ici, est de les susciter, pour ne pas laisser passer les plats de l'histoire.
